



INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES SOURCES

Des compléments d'information sont proposés concernant les sources iconographiques du livre et du fichier de l'élève. En ce qui concerne les sources textuelles, en général seules les références complètes figurent ci-dessous.

Sources figurant dans le livre élève

Document	Informations complémentaires
<p>Amorce</p> 	<p>D'une Europe à six à une Europe à vingt-sept membres, caricature de Pierre Kroll (né en 1958), publiée dans le journal <i>Le Soir</i>, Bruxelles (BE), 6 janvier 2007.</p> <p>« Kroll est le caricaturiste attitré du <i>Soir</i>, quotidien belge. C'est à lui qu'on doit les saillies les plus drôles, et subtiles de l'expo. Et notamment un résumé cinglant de l'évolution de l'Europe : L'Europe en 1957, ou six chefs d'État qui acceptent gentiment le café qu'on leur propose. L'Europe en 2010, ou vingt-sept chefs d'État et... autant de choix différents, entre café au lait, café noir, long, serré, sans sucre, cappuccino, thé sucré, thé léger, lait chaud... ou encore vodka ! » Extrait présentant une exposition qui retraçait l'histoire de l'Europe à travers le dessin de presse en 2010 : <i>C'est la fête à Bruxelles : Europe, je t'aime, moi non plus !</i></p>
<p>Amorce</p> 	<p>La Suisse, un modèle pour l'Union européenne ? Titre d'un article de Dusan Sidjanski (né en 1926), politologue et professeur universitaire, paru dans <i>Le Temps</i>, 14 février 2013.</p> <p>Voir l'article complet La Suisse, un modèle pour l'Union européenne ?, consulté le 29.05.2023.</p>
<p>Amorce</p> 	<p>Victor Hugo, Congrès de Paris, 1849. Photographie de Nadar réalisée en 1884.</p> <p>« L'un des textes les plus marquants de l'histoire de l'idée européenne est le discours d'ouverture du Congrès de la paix, prononcé par Victor Hugo en 1849, dans lequel il appelle de ses vœux la constitution des « États-Unis d'Europe » ». Voir l'article Victor Hugo et les États-Unis d'Europe - I sur le site Gallica, consulté le 29.05.2023.</p>
<p>Amorce</p> 	<p>Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne dès 2019.</p> <p>Entre 2011 et 2019, Christine Lagarde a occupé le poste de onzième directrice générale du Fonds monétaire international (FMI). Auparavant, elle a été ministre français de l'Économie et des Finances de 2007 à 2011, après avoir été secrétaire d'État au Commerce de 2005 à 2007. Avocate de formation, elle a exercé pendant 20 ans au sein du cabinet d'avocats international Baker McKenzie, dont elle est devenue présidente mondiale en 1999. Pour toutes ces fonctions, elle a été la première femme à occuper ces postes. En 2020, Christine Lagarde a été classée deuxième femme la plus influente au monde par Forbes et a été désignée par TIME comme l'une des 100 personnes les plus influentes au monde. Source : Le Cercle des économistes.</p>
<p>Amorce</p> 	<p>Manifestation d'opposition au Brexit, photographie, Londres (GB), 23 mars 2019.</p> <p>Deux manifestants, l'un avec le drapeau UE et l'autre, le drapeau Union Jack, peints sur leur visage, s'embrassent en signe de protestation contre le Brexit.</p>
<p>Doc 1</p> 	<p>Visite d'État de Charles de Gaulle en Allemagne de l'Ouest, quelques mois avant la signature d'un accord de coopération entre les deux pays (traité de l'Élysée, 22 janvier 1963). À ses côtés, le chancelier allemand Konrad Adenauer, Bonn (DE), 1962.</p> <p>Septembre 1962 : le président Charles de Gaulle accepte l'invitation du chancelier Konrad Adenauer. Le 4 septembre, à Bonn, il entame sa visite officielle de six jours, puis il fera étape à Düsseldorf, Duisbourg, Hambourg, Munich, Ludwigsburg et</p>



	<p>Stuttgart. Dans le cadre de ce voyage officiel, en présence du président de la République Fédérale d'Allemagne, le général de Gaulle s'est adressé en allemand à la jeunesse rassemblée sur une place de Ludwigsburg. Ce discours est une étape importante du rapprochement franco-allemand. Voir 09RN11-3c Voyage en Allemagne.</p>
Doc 2	<p>Robert Schuman (1886-1963), ministre des Affaires étrangères français, déclaration du 9 mai 1950, Quai d'Orsay, Paris (F).</p>
Texte	<p>Prononcée dans le Salon de l'Horloge du Quai d'Orsay à Paris, cette déclaration, inspirée par Jean Monnet, premier commissaire au Plan, et considérée comme le texte fondateur de la construction européenne, propose la création d'une organisation européenne chargée de mettre en commun les productions françaises et allemandes de charbon et d'acier.</p>
Doc 3	<p>Paul-Henri Spaak (1899-1972), homme d'État belge, un des pères de l'Europe, Rome, 1957.</p>
Texte	<p>« Prisonnier des Allemands pendant la Première Guerre mondiale, il fut ministre belge des affaires étrangères en exil au cours de la Seconde Guerre mondiale. Paul-Henri Spaak est l'un des grands pionniers de l'Union européenne ayant connu les horreurs du siècle le plus sanglant de l'Europe. Bien que la majeure partie de l'Europe soit en ruines après la Seconde Guerre mondiale, Spaak y voit l'occasion d'en faire un continent fort et pacifique grâce à la coopération économique et politique. » Source : site de l'Union européenne.</p>
Doc 4	<p>Le chancelier Willy Brandt s'agenouille longuement devant le Mémorial des Juifs morts dans le ghetto de Varsovie, 7 décembre 1970.</p>
	<p>« Le 7 décembre 1970, le chancelier allemand Willy Brandt se rend en Pologne et signe le traité de Varsovie. Par ce traité, la République Fédérale Allemande reconnaît la frontière germano-polonaise de l'Oder-Neisse, imposée par les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale. Après la signature, le chancelier se rend au Mémorial du résistant juif du ghetto, pour un dépôt de gerbe. Il se recueille et s'incline, puis, à la surprise générale, contre toutes les règles protocolaires, ploie les jambes et se met à genoux. Pendant de longues minutes, il demeure dans cette attitude d'humilité inhabituelle aux hommes d'État, faisant acte de contrition au nom du peuple allemand. » Source Herodote.net</p> <p>Il recevra le prix Nobel de la Paix en 1971, une première pour un Allemand depuis la guerre, pour cette demande de pardon au nom du peuple allemand.</p>
Doc 5a	<p>René Schwok, politologue, La Construction européenne contribue-t-elle à la paix ? Presses polytechniques et universitaires romandes (PPUR), Lausanne, 2015.</p>
Texte	<p>« Les partisans de la construction européenne ont toujours avancé que celle-ci avait amené la paix. Pourtant, aucune étude scientifique n'a jamais développé une approche critique d'une telle prétention. Pour remédier à cette surprenante lacune, l'auteur établit une typologie qui permet de reconstituer les deux conceptions principales qui s'opposent autour de cette question : celle des européistes et celle des eurosceptiques. La confrontation dialectique entre ces deux approches constitue le fil rouge de l'ouvrage. Reprise dans chacun des chapitres, elle permet, de dégager un point de vue synthétique visant à dépasser cette opposition. L'auteur montre que la contribution de la construction européenne à la paix se situe dans les nuances [...]. Il conclut que l'UE ne pourra jamais empêcher des dérives extrémistes et belligères. Elle peut cependant en limiter les dommages par les règles et les institutions que les États membres se sont eux-mêmes imposés. » Présentation de l'éditeur.</p>
Doc 5b	<p>Jean Monnet (1888-1979), fonctionnaire international français, un des pères de l'Europe.</p>

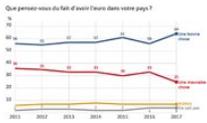


<p>Texte</p>	<p>« En 1945, il est nommé Commissaire au Plan par De Gaulle. À cette fonction, il a pour mission de coordonner la reconstruction et la modernisation de la France. En 1950, il conçoit le projet de la Déclaration de Robert Schuman du 9 mai 1950 qui lance le processus d'intégration européenne. L'Allemagne, L'Italie, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas signent en 1951 le Traité de Paris instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). La Haute Autorité de la CECA s'installe à Luxembourg en août 1952 et Jean Monnet en est le premier président. L'ouverture du marché commun du charbon et de l'acier a lieu le 30 avril 1953. » Source : Fondation Jean Monnet pour l'Europe Voir aussi 09RN11-3b Jean Monnet, père fondateur de l'Europe</p>
<p>Doc 5c</p> <p>Texte</p>	<p>Discours prononcé à l'occasion de la remise du prix Nobel de la Paix à l'Union européenne, Oslo, 2012.</p> <p>Voir l'article de Luke Baker et Balazs Koranyi, Le Nobel de la paix remis aux Européens, présentant des extraits de discours ainsi que les critiques qui se sont élevées contre cette nomination, consulté le 29.05.2023.</p>
<p>Doc 5d</p> <p>Texte</p>	<p>Hubert Védrine (né en 1947), diplomate et homme politique français membre du parti socialiste, 2014.</p> <p>Conseiller diplomatique, porte-parole puis secrétaire général du président Mitterrand, il sera également ministre des Affaires étrangères durant 5 ans sous la présidence de Jacques Chirac.</p>
<p>Doc 6</p> 	<p>Le président français François Mitterrand et le chancelier allemand Helmut Kohl rendent hommage aux soldats tombés lors des deux guerres, Verdun (F), 22 septembre 1984.</p> <p>Voir 09RN11-3d Verdun : François Mitterrand et Helmut Kohl, main dans la main pour l'histoire.</p>
<p>Doc 7</p> 	<p>Robert Schuman, photographie, août 1949.</p> <p>Voir la fiche qui lui est consacrée sur le site de l'UE, Robert Schuman, l'architecte de l'intégration européenne, consultée le 29.05.2023.</p>
<p>Doc 8</p> 	<p>L'Airbus, un avion européen.</p> <p>« En 2010, 62 751 personnes sont employées sur 18 sites d'Airbus situés en France, en Allemagne, au Royaume-Uni, en Belgique (SABCA) et en Espagne. Même si les pièces des avions Airbus sont essentiellement fabriquées en Europe certaines proviennent du monde entier. Mais les chaînes d'assemblage final se trouvent à Toulouse (France), Hambourg (Allemagne), Séville (Espagne), Tianjin (Chine) et Mobile (États-Unis). Des filiales d'Airbus se trouvent aussi aux États-Unis, en Chine, au Japon et en Inde. » Source : Wikipédia</p>
<p>Doc 9</p> 	<p>Galileo : un système de positionnement européen concurrent du GPS américain, du GLONASS russe et du Beidou chinois.</p> <p>« Équivalent du GPS américain, Galileo sera basé sur une constellation de 30 satellites en orbite à 23 222 km d'altitude. Il affichera une précision à quelques mètres qui ne sera égalée qu'à partir de GPS III. » Voir l'article Galileo, sur le site du CNES – Centre national d'études spatiales, consulté le 29.05.2023.</p>
<p>Doc 10</p> 	<p>La fusée Ariane 5 produite par l'Agence spatiale européenne.</p> <p>L'agence spatiale européenne, dont fait partie la Suisse, construit la fusée Ariane, lanceur civil européen de satellites.</p> <p>Voir 09RN11-4b Astronautes : du CNES à l'ESA</p>
<p>Doc 11</p>	<p>Erasmus (European Region Action Scheme for the Mobility of University Students) : programme d'échange d'étudiants et d'enseignants entre les universités et les grandes écoles européennes.</p>



	<p>Voir le site officiel d'Erasmus +, consulté le 29.05.2023.</p>
<p>Doc 12</p>	<p>L'euro, monnaie unique introduite en 2002.</p> <p>Deux adresses à proposer aux élèves pour étudier les éléments constitutifs des pièces de monnaie et des billets en euros : 04RN09-7 L'Euro notre monnaie, les billets et les pièces en euros, proposé par la Banque centrale européenne, et Billets de banque en euros, sur Wikipédia, consulté le 29.05.2023.</p> <p>Un travail de comparaison peut être fait avec nos pièces de monnaie et nos billets en francs suisses grâce à la page Toutes les séries de billets de banque de la BNS, sur le site de la Banque nationale suisse, consulté le 29.05.2023.</p>
<p>Doc 13</p>	<p>Des passeports européens.</p> <p>« Mis en circulation à partir du 1er janvier 1985, les premiers passeports européens, de format unique et de couleur grenat, combinent les signes de reconnaissance nationale et communautaire. Ainsi, la mention "Communauté européenne" figure-t-elle dans la ou les langues de l'État qui émet le passeport sur la couverture duquel figure également le nom de l'État membre. Mais le coût, la durée de validité et les conditions d'octroi du passeport européen restent en revanche de compétence nationale. » Source cvce.eu</p> <p>Est considéré comme citoyen de l'UE toute personne ayant la nationalité d'un État membre.</p>
<p>Doc 14</p>	<p>EUFOR (Force de l'UE) : des soldats européens sécurisent des camps de réfugiés au Tchad et en République centrafricaine, 2008.</p> <p>EUFOR : cette force multinationale européenne a pour mission de maintenir la paix, d'apporter une assistance humanitaire et de s'occuper de formation. Il ne s'agit pas d'une armée européenne. Au Tchad, elle avait pour mission de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « Contribuer à la protection des civils en danger, en particulier les réfugiés et les personnes déplacées, - Faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire et la libre circulation du personnel humanitaire en contribuant à améliorer la sécurité dans la zone d'opérations, - Contribuer à la protection du personnel, des locaux, des installations et du matériel des Nations-Unies et assurer la sécurité et la liberté de circulation de son propre personnel, du personnel des Nations-Unies et du personnel associé. » <p>Source : ministère des Armées, France.</p>
<p>Doc 15</p>	<p>Carte européenne d'assurance maladie, version française, 2010.</p> <p>« La Carte Européenne d'Assurance Maladie permet à son détenteur de bénéficier d'une prise en charge pour les soins de santé médicalement nécessaires survenus à l'occasion de séjours temporaires (vacances, séjour professionnel ou séjours linguistiques par exemple) sur le territoire d'un autre État membre de l'Union européenne, en Norvège, au Liechtenstein, en Islande, en Suisse et au Royaume-Uni. » Source : Centre des Liaisons Européennes et Internationales de Sécurité Sociale</p>
<p>Doc 16</p>	<p>Fabiola Gianotti, photographie, décembre 2015.</p> <p>En 2011, le quotidien The Guardian (Royaume-Uni) a classé Fabiola Gianotti parmi les « 100 plus grandes femmes d'inspiration » ; en 2012, le Time Magazine (États-Unis) l'a désignée cinquième personnalité de l'année ; et, en 2013 et 2017, le magazine Forbes (États-Unis) l'a fait figurer parmi les « 100 femmes les plus influentes ».</p>



	Le 1er janvier 2016, Fabiola Gianotti est devenue la première femme à la tête de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN). En 2019, elle a été renommée pour un second mandat débutant le 1er janvier 2021. Source : site du CERN.
Doc 18	Extrait du « Rapport Schuman sur l'Europe, l'état de l'Union 2016 », Fondation Robert Schuman, Centre de recherche et d'études sur l'Europe.
Texte	Ce rapport est sous-titré « 2016, comment l'Europe peut-elle rester unie ? Ne doit-elle pas changer de logiciel ? ». Le passage est mentionné dans l'article L'espace Schengen face aux crises : la tentation des frontières , sur le site de la Fondation Robert Schuman, consulté le 29.05.2023.
Doc 19	La Tribune, opinion exprimée par le Cercle de Bélem (favorable à l'UE), 2016.
Texte	Le Cercle de Bélem, un rassemblement d'intellectuels et d'économistes européens fondé par Nicolas Bouzou et Pierre Bentata, appelle au renforcement de l'espace Schengen. La protection des frontières doit être européenne et la liberté de circulation à l'intérieur de l'Union parfaitement garantie.
Doc 20	Adapté de Bruno Colmant (né en 1961), économiste belge, « Âgé de vingt ans, l'euro est une belle réussite politique et économique », RTS info, janvier 2019.
Texte	Début janvier 1999, la monnaie unique remplaçait onze devises européennes. Voir l'article complet Âgé de vingt ans, l'euro est une belle réussite politique et économique , sur le site de la RTS, consulté le 29.05.2023.
Doc 21	Sondage concernant l'euro, Flash Eurobaromètre 458, 2017.
	 <p>« Parmi les pays qui utilisent l'euro (zone euro), une majorité de 64 % pense que l'euro est une bonne chose pour leur pays, tandis qu'une majorité de 74 % considère que l'euro est une bonne chose pour l'UE dans son ensemble. Interrogés sur la coordination des politiques économiques dans la zone euro, 67 % pensent qu'il devrait y avoir plus de coordination, tandis que 7 % pensent qu'il devrait y en avoir moins. 64 % des personnes interrogées sont favorables à la suppression des pièces de 1 et 2 centimes d'euro et à l'arrondi obligatoire (le montant total est arrondi aux 5 centimes supérieurs ou inférieurs les plus proches). Les personnes interrogées ont également répondu à une série de questions sur des sujets allant de la perception et des aspects pratiques de l'euro à leur évaluation de la situation économique, de la politique et des réformes dans leur pays et dans la zone euro. Ils ont également été invités à donner leur avis sur le revenu des ménages et l'inflation, ainsi que sur leurs attentes. » Source : Eurobaromètre Flash 458, sur le site de la Commission européenne.</p>
Doc 22 à 27	Les bâtiments du Parlement européen
	<p><u>Les bâtiments du Parlement européen</u> sont répartis entre trois villes : Strasbourg accueille la plupart des sessions plénières, alors que les bureaux des parlementaires sont situés à Bruxelles, et que Luxembourg accueille une partie des services de l'administration.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Bruxelles : <ol style="list-style-type: none"> a. <u>Parlement européen</u> : bureau des parlementaires b. Conseil européen (bâtiment Europa) c. Conseil de l'UE (bâtiment Europa) d. Commission européenne (bâtiment Berlaymont) 2. Strasbourg : <ol style="list-style-type: none"> a. <u>Parlement européen</u> : siège officiel (bâtiment Louise Weiss) 3. Luxembourg <ol style="list-style-type: none"> a. Cours des comptes (quartier de Kirchberg) b. La cours de justice de l'UE (quartier de Kirchberg)



	<p>c. <u>Parlement européen</u> : administration</p> <p>La Banque centrale européenne se trouve à Francfort-sur-le-Main.</p>
	<p>Salle de réunion du Conseil européen dans le bâtiment Europa, Bruxelles. Tapis et plafonds polychromes de Georges Meurant (peintre coloriste belge né en 1948).</p>
	<p>Bâtiment Berlaymont de la Commission de l'Union européenne, Bruxelles. Le bâtiment, avec une surface de plus de 240 000 m2 était destiné, dès sa conception dans les années 60, à accueillir jusqu'à 3 000 fonctionnaires en mettant à leur disposition des bureaux, salles de réunions, cafeterias, un restaurant, des installations sanitaires et un studio de télévision.</p> <p>Le logo de la Commission européenne reprend une représentation stylisée du Berlaymont</p>
	<p>L'immeuble du Parlement européen n°4 (IPE 4), aussi appelé bâtiment Louise-Weiss, est le siège du Parlement de l'Union européenne situé à Strasbourg, en France. Le bâtiment a été construit en prévision de l'élargissement de l'Union européenne en 1995 et en 2004 afin de pouvoir accueillir jusqu'à 1 000 députés européens. Louise Weiss (1893-1983), était une journaliste, femme de lettres, féministe et femme politique française, notamment doyenne des députés au Parlement européen (1979-1983).</p>
	<p>Dès le début de l'année 2017, le bâtiment Europa est devenu le siège des deux institutions qui représentent les États membres de l'UE : le Conseil de l'Union européenne et le Conseil européen. Les concepteurs (belges, italiens et britanniques) ont remporté en 2005 le concours international organisé pour l'édification de ce bâtiment. Situé au cœur du quartier européen, le bâtiment Europa combine une partie nouvelle, une structure inédite en forme de lanterne et une partie restaurée, le bloc A du Résidence palace, un complexe de style Art Déco conçu en 1922 et en partie classé.</p>
	<p>Dans les années 2000, le bâtiment original de la Cour de justice de l'UE a été totalement rénové et quatre nouveaux bâtiments ont été construits (l'Anneau, les tours Comenius et Montesquieu ainsi que la Galerie). Une troisième tour, dénommée Rocca, a été inaugurée en 2019. Aujourd'hui, le complexe immobilier est composé d'un ensemble de bâtiments dont la surface construite est de 138 850 m². La Tour Rocca, l'édifice le plus haut du pays, atteint une hauteur de 118 mètres.</p> <p>Ce complexe héberge les cabinets des Membres et la totalité des services de la Cour ainsi que les 11 salles d'audiences de la Cour de justice et du Tribunal, où se déroulent les audiences publiques.</p>
	<p>Le gratte-ciel de la Banque centrale européenne (BCE), aussi nommé <i>Skytower</i>, est situé à Francfort-sur-le-Main (D). La tour est le siège de la Banque centrale européenne depuis 2014, remplaçant les locaux de l'ancienne Eurotower. D'une hauteur de 185 m, la tour est surmontée d'une flèche qui culmine à 220 m. Le gratte-ciel compte 45 étages, il est composé de béton, de verre et d'acier et est bâti selon les nouvelles normes de construction. Le développement durable est mis en avant dans la présentation de la tour : le chauffage est produit par la chaleur des ordinateurs et l'eau des toilettes est de l'eau de pluie. Le siège compte 2 900 postes de travail.</p>
Doc 28	<p>Adapté de Jacques Delors, président de la Commission européenne, Luxembourg, 9 septembre 1985.</p>
Texte	<p>Jacques Delors, président de la Commission européenne souligne lors de la première conférence intergouvernementale (CIG) le fonctionnement et la finalité</p>

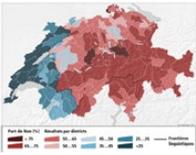


	de ces conférences. Voir le texte complet de l'intervention de Jacques Delors , sur le site cvce.eu , consulté le 29.05.2023.
Doc 29	Adapté de Marion Gaillard, « L'UE entre fédération et confédération », <i>L'Union européenne. Institutions et politiques 2018.</i>
Texte	Voir l'article complet de Marion Gaillard Europe des régions, des nations, fédérale ou confédérale ? , site consulté le 29.05.2023.
Doc 30	Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, Xi Jinping, président de la République populaire de Chine, Charles Michel, président du Conseil européen, Angela Merkel, chancelière fédérale de l'Allemagne, en visioconférence, photographie prise à Bruxelles, le 14 septembre 2020.
	Ce sommet, initialement prévu le 14 septembre 2020 à Leipzig, a été remplacé par une visioconférence en raison de la pandémie. Angela Merkel est la seule dirigeante d'un État européen présente, car l'Allemagne préside alors l'Union européenne. Les discussions ont notamment concerné le commerce et les investissements, le changement climatique, la diversité, la réaction face à la pandémie de COVID-19. Cette rencontre a été considérée comme un succès, car la Chine et l'UE ont signé un accord reconnaissant la protection d'une centaine d'indications géographiques (en ce qui concerne le vin et les spiritueux) pour l'UE, et autant du côté de la Chine.
Doc 31	Principaux dirigeants de l'Union européenne (en 2020).
	Pour les dirigeants en 2020, voir les différents articles proposés sur le site eurocircle, en commençant par Tout savoir sur Ursula von der Leiden en trois points , consulté le 29.05.2023. Les pages consacrées aux autres dirigeants sont accessibles à la fin de l'article. Voir la page actualisée Présidents (des trois principales institutions de l'UE) , sur le site de l'UE, consulté le 29.05.2023.
Doc 32	Vue satellite de la « muraille » que constituent les Alpes, 2007.
	« Les Alpes couvrent 60% du territoire. Les forêts représentent 23% de la superficie des Alpes centrales et près de 50% au sud des Alpes. Presque toutes les surfaces forestières apparues entre 1985 et 2009 se situent dans les régions alpines. Seulement 11% de la population vit dans les Alpes. Les surfaces agricoles sont relativement modestes dans cette partie de la Suisse. Elles occupent près de 20% de la superficie totale des Alpes centrales occidentales, moins de 13% au sud des Alpes et environ 30% des Alpes centrales orientales. [...] Avant l'avènement de l'alpinisme et du tourisme alpin, la valeur économique des sommets était inexistante, si bien qu'on ne leur donnait un nom que s'ils servaient de point de référence. En revanche, les cols et les pâturages alpins avaient une valeur marchande, ce qui explique pourquoi ils ont un nom depuis des temps très reculés. » Source : site du DFAE
Doc 33	Transports de marchandises par l'armée pendant la Première Guerre mondiale dans le tunnel du Trou d'Uri, le plus vieux tunnel routier suisse, ouvert en 1708, photographie, vers 1914-1918.
	« Le fameux tunnel appelé <i>Urnerloch</i> ouvre la voie du Gothard aux véhicules. Construit en 11 mois entre 1707 et 1708, il est le premier tunnel ouvert au trafic de Suisse. » Une intéressante reproduction (XIXe siècle) du Trou d'Uri est disponible sur le site de l'UNIL, consulté le 29.05.2023. Voir les ressources proposées dans 10RN09-2 Regroupement de RN concernant le commerce à travers les Alpes.
Doc 34	Ouvriers devant le portail d'entrée du tunnel ferroviaire de Saint-Gothard à Göschenen avant son achèvement, photographie d'Adolphe Braun & Cie, vers 1875.



	<p>« Le 22 mai 1882, une grande fête marque l'inauguration du tunnel du Saint-Gothard. Celui-ci, qui compte une quinzaine de kilomètres, est à l'époque le plus long tunnel ferroviaire du monde. Le maître d'ouvrage est la Société des chemins de fer du Gothard, entreprise privée présidée par Alfred Escher. Grâce aux contrats internationaux, la Confédération joue pour la première fois un rôle important dans la construction de lignes ferroviaires. Le tunnel est en grande partie financé par des capitaux étrangers. Le succès commercial est impressionnant dès la première année d'exploitation : les prévisions ont été multipliées par six pour le trafic voyageur et par deux pour le trafic marchandises. » Source : portail Alptransit. Voir 09RN11-6a Le premier tunnel du Gothard Voir l'ensemble des ressources consacrées au Gothard, sur le portail Alptransit, consulté le 29.05.2023.</p>
<p>Doc 35</p> <p>Texte</p>	<p>Adapté du rapport du Commissaire fédéral Hold sur les troubles qui ont eu lieu à Göschenen, le 27 et le 28 juillet 1875.</p> <p>Voir le Rapport de M. le Commissaire fédéral Hold sur les troubles qui ont eu lieu à Göschenen le 27 et le 28 juillet 1875 sur le site Fedlex, consulté le 29.05.2023.</p> <p>« Par sa proximité et son robuste marché de l'emploi, la Suisse attire les ressortissants italiens depuis longtemps déjà. Malgré des fluctuations à travers les années, ils restent la plus grande communauté étrangère du pays et leur nombre va croissant. Bref historique chiffré : En 1888, le recensement fédéral fait état de 41'881 Italiens établis en Suisse, un chiffre qui passe à 202'809 en 1910. La Première Guerre mondiale (1914 à 1918) fera baisser les effectifs : les transalpins ne sont plus que 134'628 en 1920. [...] « On leur impose à la frontière un examen médical humiliant. Ils habitent souvent des baraquements sommaires et exercent des métiers difficiles, voire dangereux. En 1965, sur les 88 victimes de l'accident du barrage de Mattmark (Valais), 56 étaient italiennes. En outre, leur statut de saisonniers ne les autorise à rester en Suisse que neuf mois par an et ils n'ont pas le droit de travailler lorsqu'ils rentrent en Italie. » Source : dossier L'immigration italienne en Suisse, sur le site RTSDécouverte, consulté le 29.05.2023.</p>
<p>Doc 36</p> <p>Carte</p>	<p>Trois tunnels de base des NLFA.</p> <p>« L'article 84 de la Constitution fédérale de 1999 stipule que "le trafic de marchandises sur les axes alpins s'effectue par rail" et interdit d'augmenter "la capacité des routes de transit des régions alpines". Le programme de ferroutage des CFF par le Gothard et du BLS par le Lötschberg-Simplon a ainsi gagné en importance. Pour absorber l'augmentation des volumes à transporter, de nouveaux tunnels de base seront construits sur ces deux axes (début des travaux en 1999) et la Suisse orientale sera mieux raccordée à la ligne du Gothard. Les projets sont financés par la redevance sur les poids lourds, les taxes sur les hydrocarbures et la TVA. L'endettement courant ne doit pas dépasser un quart du coût global. » Voir l'article de Hans-Peter Bärtschi et Anne-Marie Dubler Chemins de fer dans le Dictionnaire historique de la Suisse (DHS), version du 11.02.2015, traduit de l'allemand, consulté le 09.05.2023. Voir aussi 09RN11-6 Regroupement des RN concernant le franchissement des Alpes.</p>
<p>Doc 37</p>	<p>Inauguration du tunnel du Saint-Gothard en présence des dirigeants des pays voisins. Au premier plan, M. Hollande (F), Mme Merkel (D) et M. Schneider-Ammann (CH), 1^{er} juin 2016..</p>



	<p>« Le 1er juin et le week-end du 4 et 5 juin 2016, la Suisse a fêté l'ouverture du plus long tunnel ferroviaire du monde. De nombreux invités d'honneur de Suisse et de l'étranger ont assisté au coup d'envoi. L'ouvrage du siècle a en outre été célébré par une grande fête populaire. À Rynächt et à Pollegio – portails nord et sud du tunnel de base du Saint-Gothard, long de 57 km – un programme varié de festivités a attendu le public, avec notamment des spectacles, des concerts et des traversées du tunnel. » Voir Tunnel de base du Saint-Gothard: cérémonie officielle d'ouverture et fête populaire, site du DETEC, consulté le 29.05.2023.</p> <p>Ce site présente un certain nombre de photographies et de brèves vidéos de l'événement qui peuvent être diffusées en classe.</p>
<p>Doc 38</p> <p>Texte</p>	<p>Adapté de François Hollande, président français, discours d'inauguration du tunnel du Saint-Gothard, 1^{er} juin 2016.</p> <p>Pour le discours intégral, voir Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur le tunnel de Saint-Gothard en Suisse et sur la construction européenne, à Saint-Gothard le 1er juin 2016, sur le site Vie publique, consulté le 29.05.2023.</p>
<p>Doc 39</p> 	<p>Transport intermodal : transbordement des conteneurs du camion au train, Dietikon (ZH), 2019.</p> <p>« Le transport combiné comprend plusieurs modes de transport (route, rail et voie navigable). Ce ne sont alors pas les marchandises à proprement parler qui sont transbordées, mais les unités de transport intermodales (par ex. les conteneurs). Le principe consiste à couvrir la majeure partie de la distance par le rail ou par voie navigable (parcours principal) et de réduire autant que possible les parcours initial et terminal par la route. Ces dernières années, le transport combiné a gagné en importance. En 2020, sa part a atteint 36% des tonnages transportés par le rail et 13% de ceux acheminés par la navigation intérieure de et vers Bâle. La valeur correspondante est nettement plus basse dans le transport routier, qui n'intervient, comme mentionné, que pour les parcours initiaux et terminaux (distance moyenne de transport : environ 50 kilomètres). Le transport combiné a représenté en 2020 une part de 2% dans le transport par la route, ce chiffre ne tenant compte que des marchandises transportées par des véhicules indigènes. »</p> <p>Source : OFS – Office fédéral de la statistique.</p> <p>Voir la page Transport combiné de marchandises sur le site de l'OFS, qui comprend des statistiques intéressantes sur ce type de transport, consulté le 29.05.2023.</p>
<p>Doc 40</p> <p>Texte</p>	<p>Bernard Wuthrich, « Le corridor du siècle », <i>Le Temps</i>, 2 septembre 2020.</p> <p>Voir l'article complet Le corridor du siècle sur le site du Temps, consulté le 29.05.2023.</p>
<p>Doc 41</p> 	<p>Votation fédérale du 6 décembre 1992.</p> <p>« Tous les cantons alémaniques, à l'exception de Bâle, ainsi que le Tessin se retrouvent dans le camp du non. La participation exceptionnelle s'est élevée à 78,3%. Le Conseil fédéral, le Parlement, les principales organisations économiques et sociales du pays ainsi que la presse sont désavouées. La politique de la Confédération envers l'Union européenne doit être revue. La demande d'adhésion de la Suisse à l'Europe, déposée en 1992, est « gelée » tandis que notre pays choisit de privilégier les accords bilatéraux.</p> <p>La division entre les régions linguistiques apparaît nettement lors de cette votation. Il en va de même pour l'opposition entre villes, pro-européennes, et campagne. C'est un courant nationaliste et isolationniste, entraîné par le zurichois Christoph Blocher, qui prend le pas sur la volonté d'ouverture prônée par les instances politiques et économiques du pays.</p>



	<p>Les deux conseillers fédéraux romands, le radical Jean-Pascal Delamuraz, chef du Département de l'Économie, et le socialiste René Felber, chef du Département des affaires étrangères, se sont fortement impliqués dans la campagne et ont pesé sur la politique européenne du gouvernement. »</p> <p>L'université de Genève a produit une analyse complète du résultat de la votation. « L'affinité entre le degré d'information et le camp du Oui est aveuglante. Il serait cependant erroné d'en déduire qu'une information plus élevée conduit forcément à une attitude positive. C'est plutôt l'inverse qui se produit : une attitude positive par rapport à un sujet entraîne davantage de connaissance, tandis qu'une approche plus émotionnelle engage à s'informer. Il n'en reste pas moins qu'en phase finale le manque d'information a favorisé le Non.</p> <p>Lorsque le sujet vous dépasse, le débat public tend à faire abstraction du fond du projet pour s'enflammer sur sa signification. Symboles, préjugés, stéréotypes et slogans, tels que « signal pour l'ouverture », « chance de revitalisation », ou « perte de souveraineté », « déclin de l'agriculture », se transformèrent en points d'ancrage de la formation de l'opinion en matière d'EEE. Ces significations imposées devinrent plus importantes que la teneur du projet. »</p> <p>Le document complet Analyse de la votation fédérale du 6 décembre 1992 est disponible sur le site swissvotes.ch, consulté le 29.05.2023.</p>
<p>Doc 42</p> 	<p>« Romandie libre », inscription sur un mur après le « non » au référendum sur l'adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen lors de l'assemblée des délégués de l'UDC à Payerne, photographie, janvier 1993.</p> <p>« Plus la campagne de votation avançait, plus les régions du pays se sont divisées. Le fossé entre la Suisse romande et la Suisse alémanique s'est creusé à une profondeur encore jamais atteinte et a marqué chaque votation pendant les dix années qui ont suivi. » Source : interview du politologue Claude Longchamp L'EEE a été la votation la plus passionnante de ma vie sur le site swissinfo.ch, consulté le 29.05.2023.</p>
<p>Doc 43</p> <p>Texte</p>	<p>Allocution télévisée de Jean-Pascal Delamuraz, conseiller fédéral, au soir de la votation du 6 décembre 1992.</p> <p>La conviction Jean-Pascal Delamuraz que la Suisse romande était une région d'Europe autant que de la Suisse l'a accompagné durant toute sa carrière. « Il était le seul Européen », témoignait une citoyenne effondrée le jour de son enterrement, le 8 octobre 1998. [...] Cette envie d'espace l'a probablement empêché de voir que d'autres pensaient différemment. Très écouté en terres francophones, Jean-Pascal Delamuraz a porté le projet de l'EEE jusque dans les campagnes et dans les urnes. Mais peut-être n'a-t-il pas senti qu'il peinait à convaincre de l'autre côté de la Sarine. Marco Solari le résume ainsi : « Il ne comprenait pas la vision du Tessin et de la Suisse alémanique. Sa vision romande était inspirée par la France : il gouvernait ». « J'aime le pouvoir, il est fascinant à exercer », confirmait de son côté celui qui est resté plus de quatorze ans au Conseil fédéral. Adapté de l'article de Bernard Wuthrich Jean-Pascal Delamuraz, le lac du milieu du monde, sur le site du Temps, consulté le 29.05.2023.</p>
<p>Doc 45</p> <p>Texte</p>	<p>Adapté de l'Office fédéral de l'aviation civile.</p> <p>Le texte de l'Accord entre la Confédération suisse et la Communauté européenne sur le transport aérien, conclu le 21 juin 1999, peut être consulté sur le site Fedlex, plateforme de publication du droit fédéral.</p>
<p>Doc 46</p>	<p>« Négociations bilatérales avec l'Europe », caricature de Philippe Becquelin, alias Mix & Remix (1958-2016), publiée dans <i>L'Hebdo</i>, 2013.</p> <p>Depuis des temps immémoriaux, Mix & Remix dessine une page chaque semaine pour <i>L'Hebdo</i> et collabore pour plusieurs titres français. Et pourtant, il se dit plutôt</p>



	<p>en retrait. « Je ne m’implique jamais. Tout m’intéresse et en même temps rien du tout. Je suis un peu détaché en général et politiquement aussi. Je fais des gags de gauche et des gags de droite, contrairement à beaucoup d’humoristes qui sont plutôt à gauche. Il me semble que pour travailler pour un journal il ne faut pas forcément adopter ses opinions. »</p> <p>Et la censure ? Certains dessins passeraient mal en France et, dans sa préface, Siné confesse qu’il a censuré Mix & Remix. Un problème qui n’existe pas en Suisse, où les problèmes de société sont moins sensibles, de son propre aveu. « Mon seul problème, à L’Hebdo, c’est que je ne suis jamais censuré ! Moi peut-être que je me censure un peu, mais je ne pense pas en général. Cela dit, je ne fais jamais de la provoc pour de la provoc, je ne suis pas agressif avec des personnes. » Source : swissinfo.ch.</p> <p>Un film lui est consacré L’ami : portrait de Mix et Remix, disponible sur le site de laPlattform, consulté le 29.05.2023.</p>
<p>Doc 47</p>	<p>Adapté du Département fédéral des Affaires étrangères, Direction des Affaires européennes.</p>
<p>Texte</p>	<p>Voir commentaire du doc. 9.</p>
<p>Doc 48</p>	<p>Claude Nicollier, lors de sa mission de service Hubble STS-103 en décembre 1999 à bord de la navette spatiale Discovery.</p> <p>En novembre 2022, l’Agence spatiale européenne (ESA) a sélectionné 17 nouveaux candidats astronautes [dont le Suisse Marco Sieber] parmi plus de 22 500 postulants issus de tous ses États membres. Cette promotion 2022 comprend cinq astronautes de carrière, 11 astronautes réservistes et un astronaute porteur de handicap.</p>
<p>Doc 49</p>	<p>« Libre circulation oui ! », caricature de Patrick Chappatte (né en 1967), publiée dans <i>Le Temps</i>, 27 septembre 2005.</p> <p>« Un grand nombre de craintes et préoccupations sont associées à l’accord sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l’UE / AELE : l’immigration de masse, la pression sur les finances publiques engendrée par les chômeurs étrangers, ou la perte d’emploi et de salaire à la suite d’une compétition accrue entre natifs et migrants, pour ne citer que quelques exemples. Les résultats d’une recherche empirique [...] indiquent que nombre de ces craintes et préoccupations sont en grande partie infondées. » Voir le résumé de la recherche de George Sheldon L’impact économique de l’accord sur la libre circulation des personnes en Suisse, consulté le 29.05.2023.</p>
<p>Doc 50</p>	<p>La libre circulation, texte adapté du Département fédéral des Affaires étrangères, Direction des Affaires européennes.</p>
<p>Texte</p>	<p>Voir la page Libre circulation des personnes – son fonctionnement et l’état actuel dans un dossier consacré à la Mission de la Suisse auprès de l’Union européenne, sur le site du DFAE, consulté le 29.05.2023.</p>
<p>Doc 51</p>	<p>Campagne d’affichage « Pour » (abattez notre prospérité ? – l’initiative du UDC isole la Suisse, le 9 février Non !) et « Contre » (la démesure nuit à la Suisse – stopper l’immigration de masse, Oui), l’initiative populaire « Contre l’immigration de masse », votation fédérale du 9 février 2014.</p> <p>« Il convient de rappeler que l’arbre change de symbolique selon les pays et qu’il n’est pas partout l’objet des mêmes usages. Le chêne est ainsi un symbole historique de puissance en Allemagne, l’olivier tient ce rôle dans les pays d’Europe du sud, avec l’exemple particulier de « la coalition de l’olivier » en Italie (1995-2007), alors qu’en Suisse, le pommier incarne la prospérité.</p> <p>[...] L’affiche de campagne [à droite dans le doc. 51] montre un pommier en fruits, dont les racines immenses enserrant la carte de la Suisse, jusqu’à en faire tomber</p>



	<p>des morceaux. L'association du motif au slogan « La démesure nuit à la Suisse » entend illustrer l'idée selon laquelle une expansion non maîtrisée est dangereuse pour la Suisse ; autrement dit, il faut se méfier de trop prospérer. L'arbre est, de plus, coincé dans le côté gauche et donc, selon les codes occidentaux dérivés de la lecture, associé au passé. Il est opposé au « oui » (à la proposition « Stopper l'immigration massive »), calé bien à droite, représentant l'avenir.</p> <p>L'usage est que la partie adverse génère une contre-propagande, calée ou non sur celle de l'adversaire. Le pommier est donc repris par les tenants du « non » mais autrement focalisé. On en voit essentiellement la partie supérieure avec les fruits ; les racines sont invisibles ; il est en train d'être abattu par un bûcheron vêtu de noir. L'image comporte deux slogans, l'un interrogatif « Abattre notre prospérité ? » ; l'autre affirmatif « L'initiative UDC isole la Suisse ». Le bûcheron est doublement connoté. Figure noire, il évoque des réminiscences fascistes, très régulièrement évoquées par les adversaires de l'UDC. Le personnage fait dans le même temps référence à une œuvre très célèbre de Ferdinand Hodler (1853-1918), <i>Le bûcheron</i> ; ce peintre a été considéré comme ayant réalisé une synthèse helvétique de la modernité. Il s'agit d'une campagne malheureuse sur plusieurs points : d'abord, en raison de la contradiction entre le message verbal et iconographique, puisque l'on défend une prospérité en la montrant abattue. Ensuite, du fait d'une lisibilité incertaine de la figure du bûcheron, avec la coloration négative d'une figure moderniste (le noir fasciste associé à Hodler) ; ceci, sans parler de l'usage d'une référence artistique dont la réception n'est pas garantie. Plus important encore : la présentation d'un arbre défaillant, connoté positivement dans l'imaginaire populaire, ne pouvait soutenir efficacement une image de prospérité auprès des spectateurs/électeurs. » Extraits de l'article L'arbre partisan. Représentations de l'arbre dans la communication des partis politiques, paru dans <i>Forêt et communication. Héritages, représentations et défis</i>, disponible en ligne, consulté le 29.05.2023.</p>
<p>Doc 52</p> <p>Texte</p>	<p>AWP, « La Suisse suspendue des programmes Erasmus et Horizon 2020 », <i>Bilan</i>, 17 février 2014.</p> <p>« En attendant un hypothétique retour de la Suisse dans le programme Horizon, la Confédération assure garantir le financement des projets en Suisse validés par Bruxelles. Les Suisses peuvent répondre aux appels à projets pour Horizon Europe. Le financement est assuré par le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI), a indiqué celui-ci vendredi. Le Parlement a accordé une enveloppe de 6,15 milliards de francs pour participer au « paquet Horizon » et a déjà décidé d'une possibilité de financement direct pour les chercheuses et chercheurs suisses. Pour les pays tiers, les coûts des projets ne sont en effet généralement pas financés par la commission européenne. »</p> <p>Voir l'extrait du TJ Écartée du programme de recherches Horizon Europe, la Suisse cherche une issue, sur le site de la RTS, consulté le 29.05.2023.</p>
<p>Doc 53</p> <p>Texte</p>	<p>Adapté de Christine Talos, « Peur de l'immigration, rien n'a changé en 3 ans », <i>Le Matin</i>, février 2017.</p> <p>« Les Suisses approuvaient le 9 février 2014 l'initiative de l'UDC pour lutter contre l'immigration de masse. Trois ans plus tard, une étude montre que la situation n'a pas changé. [...] Les milieux économiques, qui avaient combattu l'initiative de l'UDC, tentent désormais de comprendre pourquoi ils ont échoué en 2014. »</p> <p>Voir l'article complet de C. Talos Peur de l'immigration : rien n'a changé en 3 ans, sur le site du journal Le Matin, consulté le 29.05.2023.</p>



<p>Doc 54</p> <p>Carte</p>	<p>Le vote du Brexit en 2016.</p> <p>« Pour expliquer la victoire à près de 52 % du <i>leave</i> (quitter) lors du référendum du 23 juin 2016 sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne (UE), les analyses mettent souvent l'accent sur le caractère social et identitaire de ce vote : il traduirait à la fois la révolte de classes populaires qui se sentent déclassées et délaissées par les forces politiques traditionnelles, une réaction anti-immigration dans un contexte de crise migratoire dans une Europe de la libre-circulation, le rejet d'une UE trop technocratique et trop coûteuse pour le budget britannique, et l'affirmation d'un Royaume-Uni qui se perçoit encore comme une puissance de classe mondiale.</p> <p>[...] Tout d'abord, ce vote majoritaire pour le <i>leave</i> peut être replacé dans une dynamique de progression généralisée du vote protestataire au Royaume-Uni – voire dans toute l'Europe – et du rejet d'une certaine partie de l'élite politique britannique. Ce vote protestataire s'est exprimé sous plusieurs formes, qui sont loin d'être toutes comparables idéologiquement et géopolitiquement. »</p> <p>Voir l'article de Mark Bailoni Comprendre le vote pour le Brexit : de l'utilité d'une analyse territoriale, dans la revue Hérodote (2017), consulté en ligne le 29.05.2023.</p>
<p>Doc 55</p> 	<p>La reine Elisabeth II, qui a un devoir de neutralité sur les questions politiques, s'est peut-être exprimée indirectement par le choix de la couleur de ses vêtements, de son chapeau bleu constellé de fleurs au pistil jaune et de sa broche dorée lors du « Discours du trône », 2017.</p> <p>« Le choix de la couleur n'est pas le fruit du hasard. Il correspond à un message politique adressé par la reine au monde. Car avec Elizabeth II, c'est une affaire de symboles. Quand elle visite le Canada, elle arbore une robe rouge surmontée d'un chapeau blanc, les couleurs du drapeau canadien. En 2018, alors qu'elle ouvre la traditionnelle nouvelle session parlementaire, Elizabeth II abandonne pour la première fois de son règne la pompe monarchique pour une robe violette associée à un chapeau de même couleur agrémenté de petites fleurs jaunes. La référence ne trompe personne. En plein débat sur le Brexit, Elizabeth II fait ouvertement référence au drapeau européen. Pour son discours historique en pleine épidémie du coronavirus, elle opte pour un vert symbole d'espoir. Elizabeth II ne peut discuter la politique de son royaume, mais rien ne l'empêche d'exprimer son avis par d'autres moyens. Pour elle, le vêtement est devenu une arme de communication incommensurable. » Extrait de l'article de Kévin Guillot <i>La reine arc-en-ciel, histoire politique du style élisabéthain</i>, sur le site monarchie britannique.com.</p>
<p>Doc 56</p> 	<p>Première page du journal britannique The Guardian, le 31 janvier 2020.</p> <p>Éditorial du Guardian - 03.07.2016 :</p> <p>« Le point de vue du Guardian sur le Brexit : lettre à l'Europe et à nos partenaires européens</p> <p>[...] Presque la moitié du pays a cherché à maintenir notre statut de membre. Le Guardian a été une des voix les plus engagées dans ce sens. Mais, comme le reste des 48%, nous devons respecter le verdict que nous avons tant redouté. Vous pensiez que le pragmatisme britannique triompherait, et nous sommes tout aussi bouleversés que vous. Aussi tentant que cela puisse être, ne nous reniez pas complètement. Beaucoup de britanniques cherchent désormais à assurer un partenariat le plus proche possible avec l'Union Européenne, et il est plus urgent que jamais de poursuivre la coopération par tous les moyens possibles. [...]</p> <p>Le Royaume-Uni ne peut pas s'attendre à frapper immédiatement à la porte qu'elle vient de claquer. Cela serait dangereux politiquement pour elle, et</p>



	demanderait beaucoup de générosité de votre part. Mais toutes les personnes qui font face au Brexit avec réticence espèrent qu'un jour elles pourront réintégrer le club. S'il-vous-plaît, faisons-nous nos adieux dans la douleur, et non dans la colère ; et pour notre intérêt à tous, ne verrouillez pas la porte à double tour. » Voir le texte complet, en français ou en anglais, sur le site du Guardian, consulté le 29.05.2023.
Doc 57 	Quelques aspects de l'accord de commerce et de coopération signé entre le Royaume-Uni et l'UE à la suite du Brexit. Pour de plus amples informations, voir Accord de commerce et de coopération entre l'Union européenne et le Royaume-Uni , un texte permettant « une compréhension de base » de cet accord, sur la page du site de la Commission européenne, consulté le 29.05.2023.

Sources figurant dans le fichier élève

Document	Informations complémentaires
Doc g Texte	Traité sur l'Union européenne, art. 2, 2008. « Les motifs de désaccord sur des valeurs communes subsistent entre les pays de l'Union Européenne. Le respect de l'Etat de droit et des minorités de certains états restent notamment au cœur des tensions actuelles. Une « guerre culturelle » menace-t-elle l'Europe ? ». Écouter sur le podcast <i>Le temps du débat</i> , l'émission Y a-t-il encore des valeurs communes européennes ? (2021), sur le site de France culture, consulté le 29.05.2023.
Doc h Texte	Adapté de Michaela Rehle, RFI, 5 sept. 2016. « Nous n'avons plus d'alibi. L'Union européenne n'a plus d'alibi, les États membres n'ont plus d'alibi. » La déclaration de Federica Mogherini, la Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité résume, quelques jours après les deux naufrages en Méditerranée où ont péri 1 200 personnes en avril 2015, la responsabilité institutionnelle, politique et morale des dirigeants européens. L'Europe est secouée par cette tragédie qui place à nouveau la question migratoire au sommet des discussions européennes. » [...] « Au-delà du drame humain auquel doit être apportée une réponse, c'est la question de la crédibilité de l'Union européenne comme acteur politique pouvant proposer une vision commune et cohérente de sa participation au régime mondial de protection des réfugiés qui est posée. Existe-t-il à Tallinn, Berlin, Paris, Rome ou Athènes un intérêt commun à mutualiser la gestion de l'accueil des réfugiés, et une représentation partagée de la relation de l'Europe au reste du monde ? En d'autres termes, les divergences qui se sont exprimées avec force ne sont-elles pas un signe supplémentaire de l'absence d'esprit européen ? » Voir l'article complet de Matthieu Tardis, L'accueil des réfugiés : l'autre crise européenne , dans <i>Politique étrangère</i> , 2015/3, consulté le 29.05.2023.